

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 25 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Références : 2026-03-25 UiD192026-0038r georisques

Code AIOT : 0006000366

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement VALADE implanté ZI DU VERDIER 19210 Lubersac. L'inspection a été annoncée le 09/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action régionale sur la thématique des produits chimiques. L'objet de la visite était de vérifier la conformité des pratiques de l'exploitant concernant : la disponibilité et l'accès aux fiches de données de sécurité (FDS) ; la mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques et des conditions opérationnelles relatives à la protection de l'environnement ; la gestion et la capacité de rétention des installations ; la tenue à jour et la disponibilité d'un état des stocks.

Par ailleurs, les points de contrôle sur la vérification des installations électriques et du dispositif de défense incendie ont également été abordés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALADE
- ZI DU VERDIER 19210 Lubersac
- Code AIOT : 0006000366
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS VALADE exploite une unité de fabrication de conserves alimentaires (notamment de confitures, compotes, crème de marrons ...).

Elle dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 21 juin 2001, quand bien même ses activités relèvent aujourd'hui du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2220.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/06/2001, article 1.6.8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Porter a connaissance	Arrêté Préfectoral du 21/06/2001, article 1.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Sans objet
3	Capacité de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 19/10/2001, article 1.2.8	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 21/06/2001, article 1.2.8	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/06/2001, article 1.6.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait preuve de réactivité à l'annonce de la thématique de la visite. Les conditions de stockage des produits chimiques sont maîtrisées et les FDS sont facilement accessibles. Néanmoins, certains éléments restent à compléter ou à mettre en œuvre et sont repris dans les points de contrôle ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <u>Article 31</u> : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. <u>Article 35</u> : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'Inspection a procédé à une vérification par échantillonnage. À ce titre, les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits suivants ont été demandées et transmises : <ul style="list-style-type: none">- Acide nitrique 50 %, version 9 du 08/09/2023 ;- Lessive de soude caustique, version 7.0 du 02/2024. L'exploitant a fourni ces documents rapidement. Il a précisé que l'ensemble des FDS des produits présents sur le site est centralisé dans le logiciel de gestion SEIRICH. Les fiches sont accessibles depuis le réseau de l'entreprise, ainsi que depuis le bureau du service qualité et aussi à l'infirmerie, cette dernière étant située à proximité de la zone de stockage des produits de nettoyage. Lors de l'inspection, la présence de fiches de données simplifiées a été constatée, certaines n'ayant pas été mises à jour depuis 2018. L'exploitant a indiqué qu'un travail de mise à jour de ces FDS simplifiées a été engagé et se poursuivra au cours de l'année.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et , le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : L'Inspection a procédé à la vérification de ce point par échantillonnage. Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) suivantes ont été consultées : <ul style="list-style-type: none">- Acide nitrique 50 %, version 9 du 08/09/2023 ;- Lessive de soude caustique, version 7.0 du 02/2024. Lors de l'inspection, il a été constaté que les produits chimiques présents au sein de la zone de production sont conditionnés en bidons de 5 litres et de 25 litres. Il a notamment été observé un poste de nettoyage situé à proximité de la ligne « fruits frais », en fonctionnement le jour de la visite, comportant trois bidons de 25 litres de Calgonit Perfecto AF, disposés sur une rétention . Dans le bâtiment de la STEP, les constats suivants ont été réalisés sur les cuves à double enveloppe : <ul style="list-style-type: none">- Présence d'une plaque constructeur lisible sur une cuve sur trois cuves (cuves d'urée de 2023, celle de soude de 2013 selon l'exploitant) ;- Identification claire des produits stockés ;- Mise à disposition des FDS à proximité des équipements via un système de QR code.

<p>L'exploitant indique procéder régulièrement à des vérifications visuelles des équipements. Interrogé sur la réalisation de contrôles plus approfondis, notamment relatifs à l'intégrité et à l'étanchéité des cuves et de leurs équipements associés, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser, au moment du contrôle, si des vérifications spécifiques étaient prévues par le constructeur ou mises en œuvre dans le cadre de l'exploitation.</p> <p>De plus, l'exploitant indique que certaines cuves nécessaires au fonctionnement de la STEP seront réemployées dans le cadre du projet ayant fait l'objet d'un PAC en juillet 2025, actuellement en cours d'instruction. Ces informations ne figurent pas dans le PAC fourni.</p> <p>L'exploitant utilise des produits de nettoyage conditionnés en bidons de 25 litres et indique éliminer les bidons dans des bennes adaptées aux déchets IBC, ensuite pris en charge par un prestataire habilité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous deux mois, pour les cuves :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifier si le constructeur prévoit des contrôles ou vérifications périodiques spécifiques pour ces équipements ; - mettre en place un suivi adapté de l'état et du fonctionnement des installations, notamment concernant : le dispositif de détection de fuite de la double enveloppe ; et l'état et la maintenance des raccords et accessoires. <p>Les éléments de justification correspondants devront être transmis à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Capacité de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2001, article 1.2.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir - 50 % de la capacité des réservoirs associés . <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieur ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à:</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquide inflammable à l'exception des lubrifiants , 50% de la capacité totale des fûts; - dans tous les cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que les stockages de liquides susceptibles de provoquer une pollution des eaux ou des sols sont équipés de dispositifs de rétention.</p> <p>Notamment, en zone de production :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un poste de nettoyage situé à proximité de la ligne « fruits frais » en fonctionnement le jour de la visite, avec trois bidons de 20 litres de Calgonit Perfecto AF placés sur une rétention adaptée en volume ; - un autre stockage, sur rétention, d'un bidon de 5 litres de Javel a été constaté à proximité de la ligne « bouches » (volume maximum indiqué: 70 litres). <p>Au vu des éléments observés lors de la visite, ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2001, article 1.2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles, ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que la réserve de produits chimiques est stockée dans une zone dédiée, située dans un local spécifique fermé à clé. Le rangement des produits est organisé : l'exploitant classe les substances par familles (basiques, acides et neutres), chaque zone disposant d'une rétention spécifique. Les rétentions sont correctement identifiées et l'étiquetage observé est cohérent avec les produits présents au moment de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement du titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un état des stocks des produits chimiques présents sur le site. Néanmoins, des axes d'amélioration sont attendus concernant la lisibilité de cet inventaire. L'exploitant indique réaliser un inventaire tous les 15 jours : un opérateur effectue l'état des stocks et le consigne dans un tableau dédié. Le document présenté en inspection comporte les états de stock en date des 30/01, 16/02 et 03/03. Pour chaque relevé, la date, le nom du produit et la quantité correspondante sont renseignés. Toutefois, les unités associées aux quantités ne sont pas précisées, ce qui est susceptible d'entraîner des ambiguïtés dans l'interprétation des données. À titre d'exemple, les mentions suivantes figurent pour l'inventaire du 03 mars : <ul style="list-style-type: none">- acide nitrique 38 % : 7 ;- Calgonit Perfecto : 20 ;- détergent concentré multiusage : 108 ;- soude caustique : 49. Or, les unités associées diffèrent selon les produits, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- pour l'acide nitrique 38 % et le Calgonit Perfecto il s'agit de bidons de 20 litres ;- pour le détergent concentré multi-usage : de bidons de 5 litres ;- et pour la soude caustique : en sacs de 25 kg. Il est donc attendu que l'exploitant précise systématiquement les unités associées aux quantités recensées .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En cas de situation d'urgence (incendie, fuite...), la connaissance rapide et fiable de la nature et des quantités de produits chimiques présents sur le site constitue une information essentielle, notamment pour l'exploitant et les services de secours. L'exploitant est tenu de mettre en place un système d'enregistrement des stocks de produits chimiques permettant une identification claire des quantités ainsi que des unités correspondantes par produit afin de garantir une lecture immédiate et compréhensible de l'état des stocks par tout agent habilité, y compris en cas de situation d'urgence. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un mois, les dispositions mises en œuvre pour se conformer à cette demande.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2001, article 1.6.8
Thème(s) : Risques accidentels, vérification des installations électriques
<p>Prescription contrôlée : L'installation électrique est entretenue en bon état; elle est contrôlée annuellement par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.</p>
<p>Constats : <u>Vérification électrique</u> L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, les rapports suivants : - Le rapport de vérification Q18 n° 4358335-018-1, relatif à une intervention réalisée du 7 avril 2025 au 15 avril 2025, concernant les bâtiments de stockage du site. Ce rapport ne comporte aucune observation et conclut que les installations vérifiées ne sont pas de nature à entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. - Le rapport de vérification Q18 n° 4358343-018-1, relatif à une intervention réalisée du 7 avril 2025 au 15 avril 2025, concernant l'usine. Ce rapport conclut que les éléments relevés sont susceptibles d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. L'exploitant a transmis le bon d'intervention n° 26738, relatif au remplacement du câble d'alimentation de la distribution sucre automatique (CEPI). Il est toutefois précisé qu'aucune coupure électrique totale n'a été effectuée lors de ces deux vérifications. L'exploitant est invité à envisager la réalisation d'une coupure électrique totale de ses installations lors des prochaines vérifications.</p> <p><u>Thermographie</u> Le compte rendu de contrôle par thermographie infrarouge du 25 février 2025 relève deux anomalies classées en priorité 2. L'exploitant indique que ces anomalies ont été corrigées. Il a transmis le bon d'intervention n° 24802, relatif à une intervention réalisée du 17 mars 2025 au 5 avril 2025. Le traitement de ces anomalies a été consigné dans les fiches d'anomalies n° FA1 et FA2. L'exploitant a également transmis le rapport de contrôle par thermographie infrarouge du 24 février 2026. Ce rapport fait état d'une anomalie classée en priorité 1 et de cinq anomalies classées en priorité 2. L'anomalie de priorité 1 ainsi que quatre anomalies de priorité 2 ont été rapidement corrigées par l'exploitant. Ce dernier a transmis à l'Inspection, par courriel du 16 mars 2026, les fiches d'intervention correspondantes, notamment les fiches n° 31139, 31136 et 31107. Une anomalie de priorité 2 reste à traiter. L'exploitant indique être en attente d'un devis pour le remplacement du système de climatisation de l'armoire électrique du refroidisseur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard des anomalies identifiées dans le rapport de thermographie infrarouge du 24 février 2026, l'exploitant a mis en œuvre cinq actions correctives sur les six requises. L'exploitant transmettra à l'Inspection, dans un délai de deux mois, tout justificatif attestant de la levée effective de la dernière anomalie (bon d'intervention, ...).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2001, article 1.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des équipements
Prescription contrôlée : L'établissement est pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, [...] Ce matériel est entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.
<p>Constats : L'exploitant a transmis, à la demande de l'Inspection et en amont de la visite, les éléments relatifs au désenfumage, aux extincteurs, à l'extinction automatique, à la protection contre la foudre, aux poteaux incendie et aux RIA :</p> <p><u>Désenfumage :</u> Le rapport annuel établi par la société SIA, signé le 6 octobre 2025, atteste du bon fonctionnement des équipements de désenfumage du site.</p> <p><u>Extincteurs et RIA :</u> L'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, les déclarations de conformité N4 des extincteurs de l'usine et des bureaux, datées du 24/03/2025, ainsi que le rapport de vérification des RIA du site de mars 2025. Ces documents ne soulèvent aucune remarque de la part de l'Inspection.</p> <p><u>Extinction automatique - salle serveur :</u> L'Inspection a consulté le rapport de vérification du système d'extinction automatique à gaz du 1er août 2025, qui ne comporte aucune observation. Le rapport de vérification du système d'extinction automatique à gaz de la salle serveur, daté du 30 décembre 2025, ainsi que la validation des essais sous-traités à l'infiltrométrie, ont également été examinés et concluent à la conformité sans remarque.</p> <p><u>Protection contre la foudre :</u> Le rapport de vérification n°13649819-002-1 du 19/12/2025 n'a relevé aucune observation concernant les éléments du système de protection contre la foudre.</p> <p><u>Poteaux incendie :</u> Le rapport de contrôle du poteau incendie PI 01 conclut à un bon état d'entretien et de fonctionnement.</p> <p>Il est constaté, au vu de ces éléments, que l'exploitant assure le contrôle périodique de son matériel de lutte contre l'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2001, article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter a connaissance
Prescription contrôlée : [...] Tout projet de modifications à apporter à ces installations doit être avant réalisation porté à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.
<p>Constats : L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance en juillet 2025, portant sur les modifications réalisées sur la station d'épuration (STEP) de l'installation. Ce dossier est actuellement en cours d'instruction. Lors de l'inspection, il a été évoqué le projet de transfert du local de stockage des cuves de réactifs nécessaires au fonctionnement de la STEP. Certaines cuves seront conservées et déplacées, tandis que d'autres seront remplacées. Ces éléments devront être transmis à l'Inspection. Par ailleurs, l'exploitant indique envisager le remplacement du silo d'approvisionnement des lignes de production en sucre. Les informations relatives à ce projet devront également être transmises à l'Inspection, notamment en ce qui concerne la technologie utilisée (type de silo), le volume de stockage, ainsi que la nature du produit stocké (sucre liquide, solide, ...).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre, sous 2 mois, les éléments concernant le transfert du local des réactifs de la STEP ainsi que le remplacement du silo d'approvisionnement en sucre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois